



## Mensonges médiatiques contre France insoumise (partie 2) : le digne chavisme de Mr. Bourdin

Par [Thierry Deronne](#)

Mondialisation.ca, 26 septembre 2017

[Venezuela Infos](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),  
[Services de renseignements](#)

« *Et que dites-vous de Luisa Ortega, la procureure générale, c'est une chaviste digne !* » : L'émission touche à sa fin et pour Jean-Jacques Bourdin comme pour tant d'autres « journalistes », c'est le moment de glisser une énième peau de banane sous les pieds de Jean-Luc Mélenchon. Luisa Ortega ! La caution de gauche parfaite, puisque, venue du camp bolivarien, elle dénonce à présent la « dictature » de Nicolas Maduro !

Reposons aujourd'hui la question à Mr. Bourdin et à ceux qui tenaient enfin leur *pasionaria* du chavisme critique : « *Et que dites-vous de Luisa Ortega ?* » Si le droit de suite existait encore, on découvrirait le surprenant itinéraire d'un fantôme qui travaille aujourd'hui avec les États-Unis (1) selon le [Miami Herald](#) – après avoir fui le Venezuela dès qu'un coin de voile s'est levé sur l'important réseau mafieux qu'elle organisait depuis ses bureaux à Caracas. La justice vénézuélienne s'intéresse en particulier aux contrats de la frange pétrolière de l'Orénoque, à la destruction de preuves de corruptions moyennant commission des entrepreneurs concernés, et dans les derniers mois de 2017, aux nombreux cas d'impunité de casseurs ou d'assassins d'extrême droite, arrêtés par la police mais relâchés sur ordre de Mme Ortega « faute de preuves ». Une situation critique de laxisme judiciaire qui favorisa l'explosion des violences meurtrières et obligea pour un temps l'Etat vénézuélien à déférer les prévenus vers une autre instance – la Justice militaire. La fuite d'Ortega et la nomination à son poste de l'ex-défenseur des droits du citoyen Tarek William Saab a permis depuis de transférer ces cas devant les tribunaux civils.

Le nouveau Procureur Saab a informé le 22 septembre qu'il commençait les démarches pour obtenir le rapatriement de plus de 200 millions de dollars détournés au préjudice de l'Etat vénézuélien grâce à des contrats illégaux en faveur de 10 entreprises de la Ceinture Pétrolifère de l'Orénoque- 41.000 de ces contrats environ représenteraient plus de 35.000 millions de dollars de pertes pour le pays : « *Rien que sur 1000 contrats, nous avons détecté une surfacturation de plus de 230%, ce qui a causé un dommage au patrimoine de la République de 200 millions de dollars. Nous devons aller jusqu'au bout pour qu'en plus de la saisie des biens et de l'arrestation des responsables présumés, on puisse rapatrier l'argent pillé à la nation.* »

L'enquête a permis la mise en examen d'une dizaine de hauts dirigeants de la compagnie pétrolière nationale PDVSA et de ses filiales, mais ce réseau semble n'être que la pointe de l'iceberg. D'autres affaires, que la droite accusait jusqu'ici le gouvernement Maduro d'étouffer, ont été rouvertes. Comme l'impunité sur les fraudes massives dans l'octroi de dizaines de millions de dollars via CADIVI, CENCOEX, organismes publics, à des entreprises privées qui n'ont pas respecté leur engagement d'en user pour importer des biens vitaux-

médicaments, nourriture, etc... Ou les dossiers de près de 200 paysans assassinés par les grands propriétaires dans le cadre de la réforme agraire, eux aussi mis sous le boisseau par Luisa Ortega et les juges qu'elle avait nommés.



Son amour immodéré de l'argent, visible dans le luxe de son domicile à Caracas, amenait la procureure générale Ortega à effectuer de fréquents voyages à Paris, comme sur cette photo, où on la voit (de dos, à gauche) en compagnie de José Rafael Parra Saluzzo (à droite), un des « blanchisseurs » du réseau d'extorsion et avocat de l'organisateur des violences d'extrême droite Leopoldo Lopez (2).

C'est probablement en découvrant les nombreux comptes bancaires ouverts par Luisa Ortega à travers Parra Saluzzo ou son époux German Ferrer aux Bahamas et aux Etats-Unis que la CIA a pu exercer un chantage sur le couple, et monnayer son opposition très médiatisée à la « dictature » de Nicolas Maduro.

## Conclusion

Le manque d'information du terrain allié au besoin de prendre ses distances à travers une critique de gauche, a conduit des militants à monter sur le lierre de Mr. Bourdin (3). Un « chavisme critique » populaire existe pourtant, sur place, qui offre des enseignements utiles pour d'autres processus de transformation. C'est pourquoi il est invisibilisé par les

médias. Comme le rappelait il y a peu le sociologue altermondialiste Boaventura de Souza Santos « *Je pense qu'il faut lutter pour la qualité de la démocratie. Mais encore faut-il se mettre d'accord sur ce que l'on entend par démocratie. Par exemple, il existe aujourd'hui au Venezuela une structure très importante qui s'appelle le Pouvoir Communal, à laquelle participent des gens très critiques vis-à-vis des politiques de Maduro et qui essaient de construire depuis la base un pouvoir communal qui est un pouvoir participatif, pas nécessairement représentatif en termes de démocratie représentative.* » (4)

Thierry Deronne, Caracas, le 26 septembre 2017

Lire la première partie de ce dossier : [Mensonges médiatiques contre France insoumise, partie I : « Maduro a fermé 49 médias »](#), 4 septembre 2017

## Notes

1. <http://www.miamiherald.com/news/nation-world/world/americas/venezuela/article168752747.html>
2. « *Leopoldo Lopez, la presse française lâchée par sa source ?* », <http://wp.me/p2ahp2-20j>
3. « *Comment redescendre du lierre de Mr. Bourdin et cultiver notre propre jardin* », <http://wp.me/p2ahp2-2y8>
4. « *Boaventura de Souza Santos: pourquoi je continue à défendre la révolution bolivarienne au Venezuela* », <http://wp.me/p2ahp2-3kl>

La source originale de cet article est [Venezuela Infos](#)  
Copyright © [Thierry Deronne](#), [Venezuela Infos](#), 2017

---

Articles Par : [Thierry Deronne](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)